

Nos paysans ont besoin d'une vraie politique de transformation agricole

L'agriculture française est placée devant un défi majeur : la moitié de ses paysans vont prendre leur retraite dans les dix ans à venir.

Toute ambition en matière de souveraineté alimentaire suppose donc d'installer chaque année des dizaines de milliers d'agricultures et d'agriculteurs, en leur permettant d'abord de vivre décemment de leur travail. Mais comment répondre à un tel défi, sans s'affranchir du corset libéral qui étouffe nos systèmes agricoles ?

Alors que cette question devrait être au cœur du débat public sur l'avenir de notre agriculture, tout a été fait ces derniers mois pour l'occulter. Ainsi, alors que la mobilisation des agriculteurs depuis un an portait d'abord sur la question de la rémunération et de la pérennité des exploitations, la loi dite « d'orientation agricole », adoptée au forceps juste avant l'ouverture du salon de l'Agriculture, débouche sur une série de reculs, notamment environnementaux, et de mesurette qui servent avant tout de communication politique et de dérivatifs.

Le texte ignore superbement les politiques structurelles indispensables pour transformer nos systèmes agricoles et créer les protections dont doivent bénéficier nos paysans. Rien sur les freins les plus puissants à l'installation que sont les coûts de reprise des structures et l'accès au foncier agricole. Rien sur la sécurisation du revenu agricole, alors que le besoin de renforcer les outils publics d'intervention sur la construction des prix et leur contrôle face aux secteurs de la transformation et de la grande distribution aurait dû constituer une priorité. Rien sur l'adaptation au changement climatique et faire face aux risques sanitaires, alors que la mise en place d'un régime public d'assurance et de prévention est impérative. Rien non plus sur l'accompagnement de la recherche agronomique et le déploiement de ses acquis au champ, pour progresser collectivement vers des systèmes plus vertueux. Pire encore, ce texte acte une forme de renoncement sur la protection des productions durables en proposant tout simplement d'aligner les normes vers le bas, plutôt que de mettre en œuvre des politiques publiques efficaces face aux importations déloyales !

Vouloir ainsi assurer notre souveraineté alimentaire, sans agir sur les contraintes socio-économiques qui pèsent sur les agriculteurs, relève de la supercherie politique.

D'autant plus lorsque, au plan européen, les politiques libérales poursuivies les protègent de moins en moins. À commencer par la politique commerciale ouverte à tous les vents qu'impose la Commission européenne avec la conclusion de nouveaux accords de libre-échange. Le secteur agricole y est chaque fois la clé permettant d'obtenir la signature des pays tiers. De la même façon, la nouvelle PAC avec sa renationalisation rampante des soutiens publics portée par les Plans stratégiques nationaux (PSN) ne fait qu'amplifier les mécanismes de concurrence intracommunautaires. L'urgence devrait au contraire être à une grande conférence européenne sur la souveraineté alimentaire posant la refondation d'une politique agricole et alimentaire vraiment commune, et s'imposant aux autres politiques européennes. ■

RÉPUBLICAINES LES LANDES

HEBDOMADAIRE DE LA FÉDÉRATION LANDAISE DU P.C.F.

S.A.R.L. « LES LANDES RÉPUBLICAINES »

7 rue Frédéric Bastiat – BP34

40001 MT DE MARSAN Cedex Tél. 05.58.46.41.41

Directeur de la publication : Alain BACHE

e-mail : landes.rep@wanadoo.fr Site : <http://pcf40.free.fr>

Abonnement annuel 25€

Imprimé : L.R. MONT-DE-MARSAN

C.P.N° 0728P11523– N° 2497 – Jeudi 6 mars 2025

Fête de l'Huma de PERQUIE 28 et 29 mars - Foyer Rural

Vendredi 28 mars à 18 h 30

Débat public :

« Répondre aux défis d'aujourd'hui : aménagement du territoire ; réindustrialisation ; mobilités pour tous en milieu rural dans le cadre de la transition écologique avec le développement du transport ferroviaire » avec **Jérôme NONAMY**, conseiller régional d'Occitanie, membre des commissions « Mobilités et infrastructures » et « Urgence climatique ».



« Pour la réouverture de la ligne ferrée Morcenx-la-Nouvelle/Bagnères-de-Bigorre au transport public voyageur et fret » avec **Hervé BUFFAT**, coordonnateur du collectif « Osons le train ».

20 h - Apéritif et repas (12 € tout compris)

Cocktail du Bas-Armagnac

Lasagne / Salade / Canelés / Crème anglaise / Café

Samedi 29 mars à 10 h

Débat « Gagner des avancées sociales pour notre peuple. Rassembler à gauche une majorité. Les propositions du PCF » avec **Pierre LACAZE**, conseiller municipal de Toulouse, Vice-président de la région Occitanie, responsable national du PCF en charge des élections.



12 h - Apéritif suivi d'un repas

Menu : Velouté de saison, cassoulet, salade, tarte, café, armagnac - Prix 15 €

Pour les repas du vendredi soir et samedi midi, s'inscrire avant le 24 mars à numéros suivants : 06.83.22.69.81 ; 06.08.61.76.06 ; 06.74.90.64.82 ; 06.79.62.25.87 ; 06.30.17.89.53.

Pendant les deux jours, librairie avec de nombreux ouvrages, expositions sur le 80e anniversaire de la Libération du camp d'extermination d'Auschwitz-Birkenau ; sur les ruines à Gaza avec des dessins d'enfants et la campagne PCF pour la paix ; sur le collectif « Osons le train ». ■

La Région Nouvelle-Aquitaine, au plus près des territoires

Le 17 février 2025, la Commission Permanente de la Région Nouvelle-Aquitaine a attribué plus de 793 millions d'euros à 148 projets visant à soutenir l'économie, la jeunesse et la transition écologique dans une logique de justice sociale et de redistribution des richesses. Ces investissements sont un pas de plus vers un modèle régional émancipateur.

Soutien à l'économie et à l'emploi

Plus de 99 millions d'euros ont été attribués pour 53 projets. Dans ce montant figurent :

- 4 millions d'euros pour moderniser des élevages respectueux des paysans et de la nature
- 1,8 million d'euros pour soutenir les jeunes agriculteurs face aux logiques du marché dominé par l'agro-industrie.

Engagement en faveur de la jeunesse

La jeunesse reste une priorité avec une attribution de plus de 186,5 millions d'euros pour 27 dossiers votés.

Parmi les actions principales :

- Cap Métiers Nouvelle-Aquitaine reçoit 4,8 millions d'euros afin de renforcer la formation populaire.
- 23,5 millions d'euros ont été attribués pour l'amélioration des lycées et garantir à chaque jeune un accès digne à l'éducation.
- Les jeunes précaires de 16 à 30 ans reçoivent une aide à l'insertion. La Région finance le BAFA, BAFD et BNSSA pour ceux dont le revenu fiscal est inférieur à 12.000 € par part, afin de lutter contre la précarité.

Transition écologique

Ce sont 13 projets touchant à la transition écologique qui ont pu recevoir près de 377 millions d'euros lors de cette Commission Permanente.

Parmi eux, les initiatives écologiques dans les lycées (géothermie, biomasse, etc.), garantissant une planification écologique, démocratique et populaire ont fait l'objet d'une aide de 7,5 millions d'euros.

L'appel à projets EC'Eau, en partenariat avec les Régions Nouvelle-Aquitaine, Occitanie et l'Agence de l'eau Adour-Garonne a reçu un financement de 251.701 euros afin de défendre l'eau comme un bien commun et empêcher sa marchandisation.



Les élus communistes qui siègent à la commission permanente (de gauche à droite) : Alain Baché, Catherine La Dune, Brahim Jlalji.

Soutien aux agriculteurs en difficulté

400.000 euros ont été attribués à l'agriculture :

- Soutien à l'association Solidarité Paysans Nouvelle-Aquitaine pour accompagner les agriculteurs victimes de précarité.
- Aide à la négociation des dettes, à l'accès aux aides publiques et au redressement des exploitations dans une logique de coopération et de solidarité populaire.

Ces décisions réaffirment l'engagement de la Région Nouvelle-Aquitaine pour un territoire plus juste, émancipateur et solidaire.

L'accent mis sur la transition écologique, la justice sociale et le développement économique réaffirme la volonté de rompre avec la logique marchande et de placer l'intérêt collectif au centre des politiques publiques.

Mobilité

La Région Nouvelle-Aquitaine affirme sa position face à SNCF Voyageurs en refusant l'évolution des péages Réseau dans le devis 2025, ce qui a conduit à un blocage contractuel. Afin de garantir la continuité du service public ferroviaire pour les usagers, la Région prend ses responsabilités en votant une enveloppe de 369.450.000 € pour l'exploitation du réseau TER. Elle maintient également son engagement en faveur de l'investissement avec 32.000.000 € alloués aux infrastructures et à la maintenance du matériel roulant. Cette décision marque la volonté régionale de défendre un modèle de transport équilibré et maîtrisé financièrement. ■

Campagne heureuse !

Vivre à la campagne, en ruralité, dans un monde sans cesse en évolution et face à des défis économiques, environnementaux et humains, bouscule nos certitudes.

Services publics, mobilités, accès aux soins, éducation, aménagement, agriculture et vivre-ensemble sont des défis sans cesse à relever.

Pour échanger sur toutes ces questions, nous vous invitons à participer à une rencontre-débat, en présence de :

- Patrick MAN, Maire de Hauriet
- Stéphane LEBOT, Vice-président du Conseil Départemental de la Gironde
- Alain BACHÉ, Conseiller Régional de Nouvelle-Aquitaine

Mercredi 19 mars à 18 h 30
Salle des fêtes - Hauriet

Riscle

Assemblée générale du collectif « Osons le train »

Riche débat et de nouvelles actions décidées

Après un point presse, quarante personnes ont participées à l'assemblée générale dans la salle de réunion de la mairie gersoise.

Le maire de la commune, Christophe Terrain, a accueilli l'assemblée en lui souhaitant de riches travaux et en se positionnant à nouveau en faveur de la réouverture de la voie ferrée Mont-de-Marsan/Bagnères-de-Bigorre.

Etant pris par d'autres obligations, c'est un de ses adjoints qui assista à l'intégralité de la réunion.

Au travers d'une vidéo, le Vice-président aux mobilités de la Région Occitanie, le communiste Jean-Luc Gibelin rappela qu'il s'était entretenu à plusieurs reprises avec les responsables du collectif « Osons le train », qu'il était toujours prêt à continuer les échanges tout en soulignant les difficultés avec l'État sur un investissement plus important dans le ferroviaire.

Puis, Hervé Buffat, coordonnateur du collectif interdépartemental lu un message de soutien de Didier Le Reste, Président national de la CNR (Convergence Nationale Rail).

Ensuite, il rappela les objectifs du collectif, son élargissement depuis l'AG de 2024 avec de nouvelles adhésions, ses multiples initiatives : réunions publiques, tractages sur les marchés, contacts avec des entreprises, rencontres avec des élus dont les conseillers régionaux communistes d'Occitanie et de Nouvelle-Aquitaine, l'opération de débroussaillage à Bagnères-de-Bigorre...

Après cette intervention, plusieurs personnes prirent la parole pour souligner l'utilité de la réouverture de cette voie ferrée du point de vue social, économique, d'aménagement du territoire rural des départements 65-32-40.

Parmi ces intervenants, le secrétaire des cheminots CGT des Hautes-Pyrénées et Comminges, Pierre Lacaze ; le responsable départemental CGT du Gers ; et Alain Baché, Président du groupe communiste au Conseil Régional de Nouvelle-Aquitaine.

Tous mirent en évidence la nocivité de la politique gouvernementale, notamment qui va à contre-sens de la nécessité du renforcement de la SNCF dans un véritable service public unifié.

Politique d'ouverture à la concurrence, de privatisation de lignes, de transferts toujours plus importants à la charge des régions. Une politique qui n'assure pas des transports partout sur le territoire pour tous et au moindre coût.

L'action paye

En France, malgré le choix politique des gouvernements successifs depuis plusieurs années en faveur du lobby routier, les nombreux collectifs, associations qui se sont créés obtiennent des résultats. Des réouvertures de lignes, des trains supplémentaires, des améliorations de transport ferroviaire sont obtenus.

C'est le cas par exemple de la réouverture de la ligne ferrée Montréjeau/Luchon prochainement cette



année après une lutte menée depuis 1917.

La bataille du rail n'est pas une lutte d'arrière-garde car le transport ferroviaire a de l'avenir pour répondre aux besoins de déplacements croissants des voyageurs et marchandises. De plus, c'est le transport le plus vertueux au moment où il faut réduire la pollution, faire des économies d'énergie.

C'est l'exigence grandissante des populations qui l'ont exprimé notamment à 5.000 signatures sur la pétition du collectif « Osons le train »

De nouvelles actions décidées

Le 17 mai 2025, une initiative débroussaillage est programmée autour de la gare de Riscle. Des rassemblements avec la population vont se préparer sur les préfectures de Tarbes et Mont-de-Marsan.

Pour passer des discours aux actes !

Le ministre des transports, répondait le 10 avril 2024 à l'interpellation du collectif par les propos suivants. « *Il est essentiel que chaque territoire dispose des offres de mobilité les plus adaptées à ses besoins et contribue à la transition écologique à son échelle. Le report modal vers des usages plus vertueux de l'environnement sera le fil directeur du volet mobilité du contrat de plan Etat-Région (CPER) Nouvelle Aquitaine pour la période 2023-2027 qui est en cours d'élaboration. Il se déclinera très prioritairement en faveur du transport ferroviaire.* »

Que les discours soient traduits en actes !

Aussi pour y aider, le collectif a lancé une nouvelle pétition dans laquelle est exigé « **la prise en compte de la réouverture de la ligne ferroviaire Morcenx-la-Nouvelle/Bagnères-de-Bigorre dans les contrats de plan Etat/Régions Nouvelle-Aquitaine et Occitanie** ».

D'autre part, le collectif participera au débat sur le thème : « **Répondre aux défis d'aujourd'hui avec le développement du transport ferroviaire** » à la fête de l'Huma de Perquie le 28 mars. Il interviendra également le 12 mai à Aire-sur-l'Adour au débat organisé par la Gauche Républicaine et Socialiste (GRS) sur le thème « **Quelle stratégie pour sauver le transport ferroviaire ?** ». ■

Christian Duprat

SAMEDI 8 MARS 2025 JOURNÉE INTERNATIONALE DES DROITS DES FEMMES

8MARS25
TOUTE LA JOURNÉE
- PLACE ST ROCH -
MONT DE MARSAN

ZONE D'OCCUPATION FÉMINISTE
STANDS MILITANTS
EXPOS - QUIZZ
ARPENTAGE
CHORALE FÉMINISTE
BIBLIOTHÈQUE FÉMINISTE
ACTIVITÉS ENFANTS
...

11H - RASSEMBLEMENT EN SOUTIEN AU PEUPLE DE PALESTINE & À TOUTES LES FEMMES VICTIMES DE GUERRE

11H30 - MANIFESTATION FÉMINISTE EN CENTRE VILLE

15H00/18H00 - ARPENTAGE DU LIVRE DE MAUD SIMONET, « L'IMPOSTURE DU TRAVAIL, DÉSANDROCENTRER LE TRAVAIL POUR L'ÉMANCIPER »

SOIRÉE DEBAT "Congrès de Tours"



Ce vendredi 28 février dans les locaux de la Fédération des Landes du PCF à Mont-de-Marsan, avait lieu la projection du film « Congrès de Tours, 1920, la naissance des deux gauches ».

Après le visionnage, les camarades ont pu échanger avec Stéphane Bailanger, formateur de formation du base du PCF de la Gironde.

Avec un va-et-vient passé-présent très riche, les participants ont posé la question des rapports et des apports du PCF à la gauche tout au long du siècle dernier et encore aujourd'hui. La question a été posée des enjeux actuels d'une gauche qui cherche à se recomposer face à la casse sociale que poursuit Macron et face à l'extrême-droite en embuscade à l'heure de l'exacerbation des tensions internationales générées par la crise systémique du capitalisme. Un débat qu'il faudra poursuivre et qui s'incarne aussi dans notre pratique militante. ■

Gnacs et Chacailles

CULTURE AU REVOLVER

"Quand j'entends le mot culture, je sors mon revolver", aurait affirmé Joseph Goebbels (1897-1945, ministre de Hitler). Les artistes, travailleuses et travailleurs dans la culture, liés aux Pays de la Loire sont choqués par les déclarations de la présidente du Conseil Régional, Christelle Morançais (née le 28/01/1975 au Mans, chef d'entreprise, présidente de la Région Pays de la Loire, membre du parti de droite Horizons). Les arbitrages budgétaires qui seraient prévus au vote de l'assemblée régionale du 19/12/2024 serait une coupe drastique allant jusqu'à 73% du budget de fonctionnement de la culture, interrompant totalement dès 2025 les subventions allouées aux festivals, aux théâtres, aux musées, aux opéras, aux maisons d'auteur-trices, aux centres d'art, aux productions audio-visuelles, aux artistes, mais aussi aux clubs sportifs et aux associations œuvrant pour l'égalité Femme/Homme et la solidarité. C'est un coup porté à la société civile tout entière. Aucune autre région n'a fait de tels choix à l'échelle nationale, mais le pieux et dur défenseur de l'éducation privée ci-devant Premier ministre François Bayrou (né le 25/05/1951 à Bordères) et sa minorité politique, ont obtenu l'adoption du budget au forceps du 49-3 avec la complicité du RN, a coups de rabot sur l'éducation, l'écologie, la culture, le sport... C'est une catastrophe pour développer les activités culturelles et artistiques avec les mots, les œuvres, les spectacles, les concerts, les images, les films, les actions dans les bibliothèques, les écoles, les collèges, les lycées, les maisons de quartiers, les librairies, les maisons de retraites, les hôpitaux, les prisons ... La vitalité culturelle du pays est le fruit de décennies du travail patient de femmes et d'hommes engagés qui ont œuvré dans les communes, les départements, les régions pour créer des institutions ouvertes à toutes et tous, soutenir les initiatives citoyennes, l'entrepreneuriat culturel et faire vivre le patrimoine. Ce modèle français, qui repose sur le financement croisé des collectivités et de l'État, a produit partout émancipation, désenclavements et partage des savoirs. C'est ce modèle qui a engendré la diversité culturelle et l'attractivité des régions et des villes de France que le monde entier nous envie. Tout cela est aujourd'hui violemment attaqué sous couvert de la cure d'austérité imposée par le gouvernement et les parlementaires macronistes, LR, RN. Ce virage politique, pris sans concertation et du jour au lendemain, fait vaciller tout l'écosystème culturel en fragilisant ses grands équilibres. Décision mortifère pour les dizaines de milliers d'emplois concernés, qu'ils soient permanents ou intermittents et pour tout un ensemble de professions libérales et de petites entreprises qui gravitent autour du secteur de la culture publique, hautement créatrice d'emplois et de richesse économique. Cette politique dénature par ses choix dangereux trois priorités : la jeunesse, l'emploi et la transition écologique. Cela crée de la division au sein de la société, en désignant les bonnes et les mauvaises manières de produire de la vie artistique et culturelle, alors que c'est la combinaison d'un secteur public de la culture en bonne santé avec des industries culturelles dynamiques qui fait la richesse et la variété du tissu culturel français. Les acteurs et actrices culturels devraient être concertés dans la prise d'une décision lourde de conséquences pour l'ensemble des citoyennes. **«Après le pain, l'éducation est le premier besoin d'un peuple»** proclamait le révolutionnaire Georges Jacques Danton (1759-1794). La cultura qu'es un besonh vidau (La culture est un besoin vital). ■

Roger La Mougne